****

**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)**

**République Démocratique du Congo (RDC)**

**RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE Juillet – DECEMBRE 2018**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre du Programme :** Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le Genre dans la zone prioritaire « Autour de Kitshanga » - **PAMOJA KWA AMANI NA MAENDELEO**  |  | **Numéro du Programme** *(le cas échéant)* **Numéro de référence du projet au MPTF** : SB-008236.06 |
| **Entités participantes de l’ONU :**UN-Habitat, UNFPA, UNESCO |  | **Partenaires d’exécution :**Gouvernement :MONUSCO : ONG Internationales et Nationales : Hope in Action (HIA), Women of Africa (WOA), LUCODER, Save Communities in Conflict (SCC)Entreprises privées : |
| **Budget total du Programme (en USD) : 2 999 868,05**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : **2 999 868,05**Contributions propres :Autres Contributions : |  | **Durée du Programme :**Durée totale : **24 mois**Date de démarrage : **21/06/2017 Juillet 2017**Date de fin prévue à l’origine : Juillet 2019Date de fin actuelle :  |
| **Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**Évaluation du rapport à mi-parcours -*veuillez joindre le document le cas échéant*☐ Oui ☒ Non Date: Évaluation finale *– veuillez joindre le document le cas échéant*☐ Oui ☒ Non Date: |  | **Rapport soumis par :**Nom: Adam MALAM KANDINETitre: Team Leader/ RDCOrganisation participante : UN-HabitatE-mail: kandine.adam@un.org |

**TABLE DE MATIERES**

PARTIE 1 – LES PROGRES 3

Objectif Spécifique 1 3

Objectif Spécifique 2 10

Objectif Spécifique 3 16

Objectif Spécifique 4 .

Objectif Spécifique 5 .

Objectif Spécifique 6 .

Objectif Spécifique 7

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT

PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION 24

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT 26

ANNEXES – CADRE LOGIQUE 29

# PARTIE 1 – LES PROGRES

*Les pages qui suivent dans cette partie contiennent la même structure de rapportage pour chaque objectif spécifique, qui est organisée par résultat. Prière de copier la même structure pour chacun de vos résultats dans chacun de vos objectifs spécifiques. Effacez des objectifs spécifiques si votre projet en a moins que 7. Des lignes guides sur comment utiliser ce modèle sont fournies seulement dans l’objectif spécifique 1 ; prière de faire référence à celles-ci pour tous les objectifs spécifiques.*

## Objectif Spécifique 1 - La Gouvernance foncière est améliorée

Pendant la période de Juillet à Décembre 208, les populations locales ont accédé à la terre dans les concessions par métayage. Au total, pour la saison culturale de Juillet à Décembre 2018,

nous avons atteint 1420 ménages dont 671 femmes et 871 hommes qui ont accédé à la terre au sein des concessions de Kihimba, Burungu, Kitobo et Mughosi sur une cible de 50% H et 50%F. Pour y arriver, nous avons organisé 8 Séances de plaidoyer auprès de concessionnaires sur 25 prévues à la fin du projet. Ces séances sont abouties à la signature de 6 Convections collectives sur 10 prévues à la fin du projet.

Au cours de cette période, le projet a faculté la descente sur terrain du ministre provincial des affaires foncières et les services techniques de l’administration foncière dans le cadre de suivi des conflits fonciers complexes. Aussi, pendant la même période, 54 conflits fonciers ont été documentés et 25 résolus.

Notons néanmoins que les échéances électorales de décembre 2018 n’ont pas facilité le plaidoyer relatif à l’accès à la terre au sein des concessions surtout que certains étaient candidats à la députation.

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 1.1 – *La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés*** | **Etat** |
|  | **X** |  |

**Sur le plan de la sécurisation foncière :**

Au cours de cette période, 170 ménages dont 120 ménages hommes et 50 ménages femmes ont bénéficié de la sécurisation foncière alternative dans le site pilote de Burungu. En vue d’atteindre ces résultats, les services de l’administration foncière ont joué un rôle déterminant. Notons ici que le projet a ciblé 400 bénéficiaires. Cependant, vu le temps restant (6 mois pour atteindre Juillet 2019), il sera difficile d’atteindre le cible initial (400 ménages sur 2 Sites pilotes). Néanmoins, si une extension nous est accordée, (étant donné que les fonds alloués aux activités sont disponibles), le cible sera atteint. Il sied de rappeler que les activités du projet avaient débuté effectivement en Janvier 2018 avec un retard de plus ou moins six mois.

**En ce qui concerne l’accès à la terre :** Durant la période du présent rapport, le projet a facilité l’accès à la terre à 1.420 personnes dont 571 femmes et 849 hommes. Ces ménages sont ceux ayant accédé à la terre, sous la facilitation du projet pour la saison culturale de Mars 2018.

Le nombre des bénéficiaires est resté inchangé car le plaidoyer fait auprès des gérants des mêmes concessions, a consisté à solliciter le maintien des mêmes bénéficiaires pour la saison culturale de Septembre 2018 afin d’éviter les conflits fonciers qui pouvaient naitre si on attribuait les mêmes espaces aux nouveaux bénéficiaires. Le plaidoyer a permis à certains anciens ouvriers d’accéder à leurs champs au sein des concessions moyennant les frais de métayage de 6 dollars le carré (espace de 30m sur 30).

Durant cette période, 56 ménages d’anciens ouvriers de la concession Kihimba ont bénéficié d’une cession définitive de 35 hectares. Ceci est le fruit d’un plaidoyer mené auprès du concessionnaire lors d’un atelier organisé en Novembre 2018.

Les changements apportés par le projet, sont observables en ce sens que :

1. Contrairement à la période de 2014 et 2015 où les anciens ouvriers avaient envahis de force les concessions pour réclamer les espaces cultivables, la paix sociale est rétablie entre les concessionnaires et les anciens ouvriers. Par ailleurs, il faut noter la nécessité dans l’avenir de maintenir cette dynamique et rechercher des schémas plus durables sur le plan politique et administratif étant donné que les droits relatifs au métayage restent précaires. En effet, on est mieux sécurisé quand on dispose d’un droit permanent.
2. Le changement significatif est que les anciens ouvriers et populations locales accèdent à la terre dans les concessions sans recourir à la violence
3. Les anciens ouvriers sont maintenant conscients que les terres qu’ils cultivent en vertu des contrats de métayage appartient aux concessionnaires.
4. L’on observe une amélioration de la situation économique des populations qui, à partir des produits de champs, les anciens ouvriers et populations vivant autour des concessions peuvent subvenir aux besoins alimentaires, sanitaire et éducationnel de leurs ménages.
5. Une paix sociale progressive s’observe entre les deux catégories sociales jadis en tentions permanente. En effet, on assiste plus aux envahissements de concessions par les populations ainsi que le phénomène abatage de vaches dans les fermes sans oublier les expulsions forcées par les concessionnaires.

**Produit 1.1.1** – ***les capacités des populations à l’accès et à l’utilisation de la terre sont accrues*.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Nombre des séances de plaidoyer réalisées*** | ***Cible à la fin du projet*** | ***Commentaires*** | ***Difficultés***  |
| ***8*** | ***25*** | *Le processus est en cours* | * *Absence de certains concessionnaires à Kitshanga (*Rwanda, Kinshasa*, Goma…)*
* *Campagne électorale (indisponibilité de certains concessionnaires)*
 |
| ***Nombre des conventions signées*** | ***Cible à la fin du projet*** | ***Commentaires*** | ***Difficultés***  |
| ***6*** | ***10*** | *Ces conventions concernent seulement 6 concessions mais il existe d’autres concessions objet de plaidoyer pour l’accès à la terre mais sans conventions formalisées par écrit* | Le contrôle de certaines concessions par les membres des groupes armés |
| **Nb des d'hommes, femmes, jeunes filles et jeunes garçons qui accèdent à la terre grâce au plaidoyer auprès des concessionnaires** | ***Cible à la fin du projet*** | ***Commentaires*** | ***Difficultés*** |
| 1420 personnes dont 571 femmes et 849 hommes | *6000 dont 3000 hommes et 3000 femmes* | *Ce chiffre concerne les anciens ouvriers* | *Les concessions qui appartiennent aux fermiers éleveurs de Kihonga et d’autres concessions qui se trouvent dans les concessions contrôlés par les groupes armés n’ont pas fait l’objet de plaidoyer* |
| ***Nombre des personnes sensibilisées les mécanismes d’accès et la sécurisation de la terre*** | ***Cible à la fin du projet*** | ***Commentaires*** | ***Difficultés*** |
| 988 personnes dont 514 hommes et 474 femmes | *3000 dont 1500 homme et 1500 femmes* | Le partenariat avec plusieurs structures communautaires locales dont les regroupements de femmes et de jeunes a permis d’atteindre ces résultats | Les zones reculées et celles en proie aux groupes armés n’ont pas bénéficié des sensibilisations |

**Changements clés apportés :**

* Plusieurs conflits fonciers sont nés du fait de l’ignorance des lois qui régissent le foncier en RDC. Les connaissances de bénéficiaires ayant été renforcées, l’on observe une nette diminution des conflits et une meilleure compréhension des droits des uns et des autres.
* Les conventions collectives ont permis aux parties de passer de l’oralité à l’écrit. Ceci constitue un garde-fou et une sécurité juridique des droits fonciers acquis en vertu desdites conventions. C’est également un mécanisme de prévenir les conflits pouvant naitre de la mésentente sur les accords verbaux ou écrits mais mal élaborés.
* L’on avait observé jadis un faible accès à la terre. Les séances des plaidoyers ont permis aux personnes dans le besoin de bénéficier d’une réduction du prix de métayage. En plus du rapprochement entre les deux couches sociales jadis vivant en conflit. les concessionnaires quant à eux exploitent actuellement paisiblement leurs concessions.

**Produit 1.1.2.**  ***Les services de l'administration foncière sont appuyés***

Au mois de Novembre 2018, avec l’appui du projet, le Ministre en charge des affaires foncières ainsi que le conservateur des titres immobiliers de la circonscription foncière de Masisi ont effectué une mission de suivi de 4 conflits fonciers complexes de la zone. Cette mission a permis aux populations ayant des problèmes fonciers à s’exprimer et à adresser leurs difficultés et besoins auprès desdites autorités. Notons que jadis, l’on observait une faible collaboration entre assujettis et l’administration des terres. Cette mission est une mise en application d’une des recommandations clés de l’atelier de renforcement de capacités intervenue au premier semestre.

Par ailleurs, en ce qui concerne les matériels topographiques à fournir, la passation de marché est déjà faite, le matériel livré, il reste la remise officielle qui devra intervenir au mois de mars. Ce matériel devra bénéficier à la circonscription foncière de Masisi ainsi que les services fonciers de la chefferie.

***Produit 1.1.3. Connaissances accrues des membres des communautés (hommes, femmes, groupes marginalisés) sur les mécanismes d'accès à la terre et de sécurisation foncière***

Notons que 988 personnes dont 514 hommes et 474 femmes, 255 Garçons, 214 filles ont été sensibilisées sur la procédure d’accès à la terre, l’importance de titres fonciers, la pertinence du recours aux méthodes alternatives de résolutions pacifique des conflits fonciers et ont répondu positivement aux questions posées après sensibilisation

Ces séances de sensibilisation ont permis aux participants de renforcer la cohabitation pacifique et éviter le recours aux violences. Au cours de ces séances de sensibilisation, un accent particulier a été mis sur les droits des femmes d’accéder à la terre.

Au cours de l’année 2018 des activités journées portes ouvertes et conférence débats ont eu lieu. Ces activités ont eu comme impact :

* Les séances de sensibilisation ont permis aux parties prenantes de connaitre leurs droits fonciers,
* De maitriser les activités et stratégies du programme de stabilisation ;
* Elles ont permis aux femmes d’avoir un espace d’expression pour les conflits fonciers dont elles sont victimes et de les soumettre aux organisations qui peuvent les prendre en charge.
* Les populations s’approprient progressivement les stratégies de stabilisation et s’engagent à accompagner le processus de sensibilisation en vue de renforcer la cohabitation entre les différentes ethnies de la zone du projet.
* Les jeunes connaissent leurs rôles dans et responsabilité dans le processus de stabilisation ;
* Les activités de sensibilisation ont réveillé la conscience des femmes et ces dernières revendiquent leurs droits fonciers bafoué par les coutumes locales.
* La cessation de phénomène abatage des vaches dans les concessions est l’un des résultats de sensibilisation menée par la jeunesse.

Bref, ces activités ont permis l’adhésion des populations au programme et ont facilité la mise en œuvre des activités parce qu’au début les populations de la zone d’intervention étaient hostiles aux projets de stabilisation.

Ces séances de sensibilisation ont permis aux femmes de s’exprimer et les structures de médiation ont enregistrés beaucoup des conflits fonciers qui impliquent les femmes par rapport à la période de Janvier à Juin 2018. En somme, sur 67 conflits fonciers identifiés et suivi pendant cette période de Janvier à Juin 2018, 11 ont été amenés par les femmes devant les structures de médiation et 8 ont eu solution sur 38 résolus dans l’ensemble. Pour la période de Juillet à Décembre 2018, 15 conflits fonciers amenés par les femmes ont été résolus sur les 23 résolus dans l’ensemble. Sur 35 conflits amenés aux structures de médiation, 20 ont été a menés par les femmes aux structures de médiation

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 1.2 – *Une gestion participative des questions foncières est assurée*** | **Etat** |
|  | **X** |  |

Pendant cette période, le projet a permis à une structure inclusive sur les 3 prévues dans le projet, d’être engagée au niveau local dans le processus de mise en place d’une planification de l’utilisation de la terre

**Produit 1.2.1** *:* ***Des structures de coordination entre l'administration foncière, les autorités coutumières et la société civile sont opérationnelles.***

Durant la période de Juillet à Décembre 2018, Le projet a supervisé 7 mécanismes de supervision/plateformes de dialogue "opérationnels" dans les zones prioritaires sur les 10 mécanismes prévus par le projet;

Pendant la période de Juillet à Décembre 2018, les activités de coordination ont été mené en vue de renforcer les synergies et compréhension commune entre acteurs fonciers au niveau provincial et local. Il s’agit de :

1. 1 structure de mise en œuvre est engagée dans le processus de mise en place d’une planification de l’utilisation de la terre sur les 3 prévues.
2. Actuellement, cette structure a réalisé une étude ou la cartographie des concessions foncières comme premier pas vers la planification de l’utilisation de terre.
3. Les membres de la sous coordination ont bénéficié d’un appui pour la gestion participative de la terre. Au total, 4 séances ont été organisées chaque mois. Ces séances ont permis la résolution pacifique des conflits fonciers dans une synergie multiples acteurs du foncier.
4. Au niveau provincial, les membres de la coordination ont réfléchi sur les mécanismes d’adoption des approches foncière concertées pouvant alimenter la réforme foncière en RDC pour prévenir durablement les conflits fonciers.

Au mois d’aout 2018, 41 personnes dont 8 femmes et 33 hommes ont pris part aux travaux de l’Atelier Provincial sur l’analyse du cadre légal et institutionnel provincial et national relatif à la gestion des terres. Cette activité a permis de produire des analyses foncières sur certains textes de loi régissant le foncier notamment le code foncier, code agricole, l’édit provincial sur la gestion des terres coutumières province du Nord Kivu. L’impact de cette assise est que les acteurs fonciers ont découvert les forces et les faiblesses de notre législation en matière foncière et les dispositions devant être revues en cas de réforme. Le rapport de ce cet atelier a été partagé avec le secrétariat technique.

**Produit 1.2.2 – Les conflits fonciers identifiés sont résolus dans la zone du projet**

* **25** conflits ont été résolus et impliquent 1200 ménages dont 756 ménages femmes. La résolution de ces conflits a permis de restaurer la paix sociale dans la zone de notre projet,
* **10** structures locales de médiation de conflits fonciers appuyées par ONU-Habitat sont fonctionnelles dans les zones d'intervention du programme.

La synergie crées pour l’ensemble de ces structures permet d’atteindre les résultats de médiation et sensibilisation sur les conflits fonciers ;

* **54** conflits fonciers ont été documentés et ces conflits impliquent 2890 ménages dont 1502 ménages hommes.

**Progrès réalisés :**

Parmi ces conflits, en termes de pourcentage, les conflits ont baissé à moitié.

Dans différentes évaluations réalisées auprès des structures de médiation, les animateurs font état de faible fréquence des conflits fonciers, parce que les gros de conflits fonciers ont trouvé de solution depuis implémentation du projet.

Cependant, il faut noter que ces conflits ont baissé dans les grandes agglomérations. L’on note néanmoins, des gaps relatifs aux interventions sur la problématique foncière dans des zones enclavées.

Ces conflits n’ont pas été rapportés aux médiateurs fonciers à cause de la distance à parcourir pour atteindre les structures qui font la médiation à Kitshanga.

Selon, les échanges faits avec des responsables du tribunal de paix de Masisi et Rusthuru, il y a diminution à 60% des conflits fonciers enregistrés en provenance des chefferies des Bashali et Bwito comparativement à la période de 2017.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**1. Une hausse de prix de métayage a été observé au sein d’une concession dont le propriétaire n’avait pas été élu à la députation, comme mesure de représailles auprès des potentiels électeurs. La crainte est que cette situation atteigne les autres concessions.

Pour contourner ce défi, nous multiplierons les contacts auprès de concessionnaires pour le plaidoyer et le respect des conventions antérieurement signées. Nous impliquerons aussi le ministère provincial des affaires foncières pour faciliter l’accès à la terre pour la saison culturale de Mars 2019. Contribuer à la célérité de la réforme foncière pour trouver des solutions durables aux populations vulnérables. 1. L’insécurité dans les zones du projet due à l’activisme de groupes armés.

Nous capitaliserons les structures communautaires (plates formes de femmes et jeunes et SCC) dans l’exécution des activités dans les zones éloignées et en proie à l’insécurité. 1. Le risque de duplication des activités foncières par les acteurs fonciers (projet FARM et projet CISPE). Nous capitaliserons la sous coordination foncière locale pour le suivi de qui fait quoi, où, avec qui et comment.

Au niveau provincial, nous activerons la coordination foncière sous le lead du ministre des affaires foncières. Des activités conjointes pourront être identifiés et suivi en synergie.1. Une forte demande d’intervention dans les zones reculées. Nous demanderons au secrétariat technique de présenter ce gap aux Conseil d’Administration Provinciale  auprès des bailleurs des fonds pour l’extension des activités dans lesdites zones.
 |
| **Coordination** Faiblesses : * Faible suivi de la mise en œuvre des activités par les partenaires sur certains axes (Cas de Pinga et de Birambizo) ;
* Insécurités dans certains axes d’intervention obligeant la coordination de prendre des escortes de la Monusco ;
* Faible partage des planifications des activités des différents partenaires leaders des différents consortium (UNHABITAT/SCC, projet FARM et projet CISPE).

Forces : * Présence du Bureau de coordination du projet sur terrain à Kitshanga ;
* Présence sur terrain des partenaires de mise en œuvre pour assurer le suivi
* Etroite collaboration et multiplication des rencontre entre partenaire de mise en œuvre et l’agence UN lead du consortium ;
* **Partage** des TDRS pour toute activité entre SCC et UN HABITAT
 |
| **Encrage institutionnel*** L’octroi des subventions aux structures communautaires Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) Bashali, CLJ BiramBizo, CLJ Nyanzale, CAFPDI, BCAF, Collectif de Birambizo permettra la continuité des activités même après le projet. Ces structures ont reçu des AGR pour leur permettre de continuer après ce projet.
* L’accompagnement du ministère des affaires fonciers et ses services techniques offre une occasion à ces services de s’approprier les activités de sécurisation foncière et gestion des conflits fonciers.
* La complémentarité des acteurs et partenaires de mise en œuvre qui travaillent sur les questions foncières au sein de la coordination foncière locale donne l’espoir de continuer avec les activités après le projet parce que avant la mise en œuvre du projet, la coordination foncière locale était sur place.
* Renforcer les capacités (sur le travail en réseaux ou synergie) des toutes les structures qui travaillent dans la thématique foncière ;
* Encourager les organisations locales à s’approprier les activités de partenaires qui traitent les questions foncières et de stabilisation.
 |
| **Questions de genre*** Dans la mise en œuvre des activités, un certain pourcentage des fonds est réservé au genre (Budgétisation sensible au genre. Lors de l’élaboration des Terme de référence des activités, on tient compte du pourcentage de la représentation homme-femme pour que cette question de genre soit prise en compte.
* Dans le suivi et résolution de conflits fonciers, un accent particulier était réservé aux femmes, filles et enfants mineurs*.*
* Pour le cas de métayage, nous faisons un plaidoyer aux près des gérants de concessionnaires pour revoir un plus bas le prix à payer par les femmes surtout chef de ménages comparativement à ce que les hommes doivent payer. , Sur les 112  ménages qui ont accédé à la terre pour cette période y compris les 56 ménages anciens ouvriers de Kihimba, 18 vielles femmes y compris 5 veuves ont cultivé gratuitement pour la saison culturale de Septembre 2018. Plusieurs thèmes ont été développés en faveurs de bénéficiaires pour leur expliquer la non-discrimination de la femme en matière d’accès à la terre lors de la succession, location, achats, métayage, procédure d’acquisition des droits fonciers etc…
* Dans certains cas de conflits résolus, les compromis ont été orienté dans le sens d’accorder des droits fonciers qui n’étaient pas reconnus dans la région. Exemple Conflit GATEMBEREZI où son épouse a reçu la gestion du patrimoine foncier pour rétablir la cohésion au sein de la famille, une première pratique dans leur zone.
 |
| **Leçons apprises*** *Le recours au ministre provincial des affaires foncières offre une opportunité aux acteurs étatiques de connaitre réellement les enjeux fonciers qu’ils ne maitrisent pas (Voir cas de certains conflits fonciers complexes comme Mughosi).*

Après avoir reçus une documentation approfondie par UN HABITAT, le ministre des affaires foncières et le conservateur de titres immobiliers de la circonscription foncière de Masisi et Rusthuru se sont étonné de constater le cas d’une concession dont 20 HA soit occupée sans titres et que ce même concessionnaire détient des titres fonciers sans signature du Gouverneur de province sur les 139 Ha. ; |
| **Histoires de succès***Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclut dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).*1. ***Conflit Bweramfula.***

*« Grâce à la médiation offerte par UN HABITAT, nous sommes en mesure de vivre tranquillement sur nos parcelles de Bweramfula/Kitchanga qui étaient jadis querellées entre nous et la famille Paul Hangi.**Le projet de stabilisation d’UN HABITAT a permis aux populations qui y ont érigé des maisons en semi durable sur un espace de plus ou moins 50HA d’être sécurisé et des évictions forcées prévenues ».**La famille PH voulait expulser ces ménages de Bweramfula parce que présumant avoir acheté les parcelles auprès d’un seul membres de la famille. –* ***J président du comité de populations de Bweramfula lors de la réunion avec les autorités de Kisthanga à Kitshanga*** 1. ***Conflit Kihimba***

*« Nous remercions sincèrement Mr B qui par médiation et le plaidoyer de UNHABITAT nous a permis d’accéder à la terre dans sa concession. Contrairement aux autres concessionnaires, il nous fait payer en fonction de ce qu’on récolte et c’est 3 Kg pour un sac de 100 Kg de produit vivriers. Grace à ces produits vivriers récoltés, mes enfants sont scolarisés et je me paye les soins médicaux en cas de maladie ».-* *« Les 56 parcelles sont déjà habitées par les anciens ouvriers de la concession Kihimba grâce à la médiation de UN HABITAT dans le programme de stabilisation, au-delà de 35 Ha que le concessionnaire nous a cédé comme notre propre terre » tel sont les propos du, président des anciens ouvriers de Kihimba.-* 1. ***Conflit GATEMBEREZI***

*« Je suis en mesure de partager avec mon épouse y compris l’acte de mariage après une séparation de corps depuis 15 ans, grâce au compromis trouvé sous la facilitation d’UN HABITAT entre moi et mon épouse. Pour y parvenir, j’ai remis la gestion de nos champs entre les mains de mon épouse ; une chose qu’elle a réclamé depuis longtemps » martèle GATEMBEREZI lors de la visite de famille effectuée par les équipes de médiation pour le suivi du compromis signé au sein de la famille GATEMBEREZI.**« C’est la première fois qu’une femme obtienne la gestion des terres de toute la famille du vivant du père (chef de ménage) dans notre village. Je suis la gérante de nos champs et parcelles grâce à la médiation offerte par UN HABITAT. Avec ma gestion, je payerai la dote de mon fils et je veillerai aux charges du ménage en collaboration avec mes enfants et leur père » a conclu Madame NIYONSAB, épouse de Mr GATEMBEREZI,*  |

**Objectif Spécifique 2 : *Cohésion sociale et résilience communautaire accrues***

Au stade actuel du projet, il est à signaler une évolution positive de la situation sur le terrain. Cette évolution peut se vérifier à travers la réduction sensible des tensions intercommunautaires, la collaboration entre les communautés concernant différents aspects tels que l’identification des besoins de stabilisation, le suivi des activités et la recherche des solutions aux problèmes rencontrés. Les jeunes bénéficiaires des activités génératrices de revenus travaillent ensemble sans conflits et sans discrimination, au point qu’ils ont impulsé une nouvelle dynamique communautaire. En effet, les communautés suivent de près le comportement de ces jeunes de sortent qu’elles les considèrent comme modèles dans la société. L’on constate aussi que les jeunes de différentes communautés peuvent débattre maintenant de divers sujets et émettre des avis divergents sans pouvoir s’affronter. Longtemps considérés comme catalyseurs de conflits, plusieurs jeunes dans la zone « Autour de Kitshanga » sont devenus des ambassadeurs de la paix, grâce notamment au projet.

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée** | **Etat** |
|  | **x** |  |

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

Les missions de suivi et les rapports des partenaires d’exécution des activités sur terrain ont révélé un grand engagement des jeunes dans les activités génératrices de revenus individuelles et collectives, qui leur ont permis de se désolidariser des milices et groupes armés et de servir comme modèles dans la communauté. A l’occasion du suivi effectué au cours du 4ème trimestre, il a été noté, de l’avis de différents acteurs rencontrés, y compris les leaders communautaires et les bénéficiaires eux-mêmes, que les AGRs collectives créent des liens entre les bénéficiaires et renforcent le souci de travailler pour le bien-être collectif.

A Kitshanga par exemple, plusieurs témoignages des bénéficiaires et des membres de la communauté ont relevé que l’octroi des kits de réinsertion socio-économique aux jeunes de Kitshanga avait créé de l’emploi pour les jeunes et contribué à la réduction du banditisme et de la criminalité dans la cité. A ce jour, 514 jeunes (209 jeunes femmes et 305 jeunes hommes) ont une source de revenu stable grâce aux interventions du projet. S’agissant particulièrement des groupements d’intérêt économique, il y a lieu de signaler que 10 ont été mis en place et sont opérationnels sur les axes Kitshanga – Birambizo et Katsiru – Nyanzale – Kikuku. Ils regroupent 90 jeunes (33 jeunes femmes et 57 jeunes hommes) à travers l’exploitation de la menuiserie (fabrication des meubles), de salons de coiffure, des ateliers de coupe et couture, des poulaillers, des moulins, des services de communication (charge des téléphones, vente des unités, transfert de musiques), un secrétariat public et la vente des planches et des bois. Au-delà de ces activités, ces jeunes sensibilisent déjà eux-mêmes leurs pairs actifs dans les groupes armés en vue de la démobilisation et assurent le plaidoyer auprès des partenaires pour une mobilisation des ressources conséquentes. L’on note ainsi une amélioration de la situation sécuritaire et de la cohésion sociale grâce aux activités génératrices de revenus ciblant des jeunes vulnérables, qui sont souvent à risque d’être recrutés par les milices et groupes armés. Lors de la dernière mission de suivi conjointe effectuée à Kikuku et Nyanzale au début du mois de décembre, il s’est tenu des entretiens avec les autorités locales, les leaders communautaires et tous les bénéficiaires des projets de stabilisation y compris les jeunes bénéficiaires de la réinsertion socio-économique, accompagnés de la visite de quelques AGRs.

De différents échanges et constats sur terrain, il est ressorti que :

* Les projets de stabilisation ont facilité la circulation entre différentes localités : les axes routiers ont été rouverts et la population peut circuler partout ;
* L’impact du programme de stabilisation est maintenant visible : on a maintenant sur terrain des résultats palpables, surtout grâce aux AGRs ;
* La cohésion sociale s’est rétablie et renforcée (la confiance est rétablie entre les communautés) ;
* Les communautés recommencent à se marier entre elles ;
* Les groupes armés sont encore là, mais leur agressivité a diminué. « Ils sont devenus comme des chiens sans crocs »[[1]](#footnote-1) ;
* Les bénéficiaires de la réinsertion socioéconomique ont exprimé leur satisfaction quant aux kits pour les AGRs reçus ;
* Les AGRs ont été distribuées dans une période difficile, quand il y avait l’insécurité. Beaucoup de gens étaient en déplacement, mais maintenant un grand nombre est retourné ;
* Les AGRs donnent de bons résultats, mais le nombre des bénéficiaires est très limité à Kikuku (seulement 20 bénéficiaires) ;
* Les activités conviviales organisées à Kikuku et Nyanzale (compétitions sportives, danses traditionnelles) ont contribué au rapprochement et à la cohabitation pacifique car elles avaient réuni toutes les communautés et celles-ci ont beaucoup apprécié l’initiative ;
* L’occupation à travers les AGRs est un facteur majeur qui motive les jeunes à sortir des groupes armés ;
* Les activités HIMO organisées par le projet ont eu un impact visible auprès des jeunes bénéficiaires et de la communauté dans l’ensemble.

Cependant les besoins sont énormes par rapport aux ressources disponibles et le projet reste limité à quelques axes dans la zone de couvertures, ce qui ne permet pas d’assister un plus grand nombre de bénéficiaires.

**Produit 2.1.1** – ***Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique est assurée***

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

A ce jour, le projet a déjà facilité la réinsertion socioéconomique de 514 jeunes dont 209 jeunes femmes et 305 jeunes hommes. Ces jeunes disposent désormais d’une occupation rémunérée, source d’un revenu stable. A ce nombre s’ajoute aussi 178 (53 jeunes femmes et 125 jeunes hommes) bénéficiaires d’emploi temporaire à travers les activités HIMO. De ce fait, le projet contribue à améliorer la situation sécuritaire dans la zone car ces jeunes sont parmi ceux qui sont généralement ciblés par les groupes armés ou qui participent à d'autres formes de violence et de criminalité pour essayer de subvenir à leurs besoins. Des leaders communautaires rencontrés à Nyanzale lors d’une mission conjointe au mois d’août 2018 ont clairement indiqué que le projet a beaucoup contribué à réduire la violence dans le milieu grâce aux activités génératrices de revenus qui ont aidé les jeunes à changer leur mentalité. En plus, d’avoir une source de revenu stable, les jeunes bénéficiaires à Kitshanga et Birambizo ont créé une caisse d’épargne dont les premiers dividendes sont en cours de redistribution. A l’issue de sa descente sur terrain du mois d’octobre 2018, le Comité Conjoint de Suivi a souligné que les AGR sont fonctionnelles et leurs bénéficiaires espèrent en un lendemain meilleur[[2]](#footnote-2). En effet, le suivi quotidien par les partenaires d’exécution des activités et les descentes périodiques sur le terrain ont révélé une bonne implantation et une bonne visibilité des AGRs sur l’axe Kitshanga – Birambizo. Les activités ont été lancées avec un retard sur l’axe Mweso – Kalembe – Pinga, mais leur implantation montre des signes d’une bonne visibilité qui mérite d’être suivie et renforcée. Dans le Bwito (axe Katsiru – Nyanzale – Kikuku), les activités sont également bien implantées mais nécessitent un suivi de proximité renforcé. Il se pose cependant la problématique d’accueil et d’encadrement de ces jeunes qui acceptent de d’auto-démobiliser.

**Produit 2.1.2** – ***Des groupements d’intérêts économiques communs (GIEC) sont opérationnels***

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

A ce jour, 10 groupements d’intérêt économique encadrant 90 jeunes (33 jeunes femmes et 57 jeunes hommes) sont opérationnels dans la zone à travers l’exploitation des restaurants, des salons de coiffure, des ateliers de coupe et couture, des services de communication (charge des téléphones, vente des unités, transfert de musiques), un secrétariat public, etc. Ces groupements d’intérêt économique font partie des AGR collectives que l’Unité d’Appui à la Stabilisation (UAS/MONUSCO) considère comme des activités génératrices de revenus communautaires qui aident à reproduire le modèle pour d’autres et à construire un intérêt commun sur une période plus longue[[3]](#footnote-3). En effet, ces activités contribuent la réduction des violences et le renforcement de la cohésion sociale.

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 2.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés** | **Etat** |
|  | **x** |  |

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

A travers les activités conviviales organisées et l’appui aux AGR des jeunes, le projet a contribué à réduire la méfiance intercommunautaire et à instaurer un climat de confiance entre les membres de différentes communautés. Ces activités ont touché plus de 25 000 personnes et renforcé ainsi la cohésion sociale. Ceci se traduit sur le terrain par le retour progressif des populations qui étaient déplacées dans d’autres zones à cause des tensions et de l’insécurité. A la fin du mois d’octobre 2018, le nombre de personnes retournées dans la Chefferie de Bwito était estimé à 246 483. Ce progrès n’aurait pas été possible sans la contribution des projets de stabilisation, notamment le projet Pamoja kwa Amani na Maendeleo. En effet, à travers le suivi continu des partenaires et les missions de vérification sur terrain, il a été établi que les AGRs collectives réunissent des jeunes de différentes communautés qui apprennent à travailler ensemble pour le bien collectif et qui sont très apprécié et encouragés par leurs communautés respectives. Les leaders communautaires à différents endroits ont eux-mêmes déclaré à différentes occasions que les AGRs constituent le genre d’activités qui répondent le mieux au besoin d’autonomisation des jeunes et qui ont un effet immédiat sur la réduction des violences et des conflits. En travaillant ensemble dans le cadre des AGRs, les jeunes de différentes communautés et différents horizons apprennent à s’accepter mutuellement et à résoudre leurs malentendus par la voie du dialogue. Vu que les regards de leurs communautés sont généralement braqués sur eux, ces jeunes deviennent en quelque sorte un modèle dans la société et participent à la réduction de la méfiance entre communautés. Par ce nouveau modèle basé sur le développement des AGRs, les jeunes bénéficiaires sont devenus en même temps comme des mentors pour leurs pairs encore actifs dans les groupes armés. Ces derniers cherchent maintenant à mettre fin à la vie de combattants et à suivre l’exemple de ceux qui travaillent dans les AGRs. Du coup, ces combattants ont réduit leur activisme et permis ainsi à ce qu’une certaine stabilité sécuritaire soit restaurée. Ce qui est aussi un effet immédiat du projet. Le Secrétaire Administratif de la Chefferie de Bwito interrogé lors de la mission du Comité Conjoint de Suivi en ce même mois d’octobre a souligné l’impact positif du projet sur la vie de la population en mettant en exergue le rapprochement entre les communautés, mais aussi la diminution des hostilités des groupes armés, grâce aux activités des projets de stabilisation, celles du projet Pamoja kwa Amani na Maendeleo en particulier. Le Comité Conjoint de Suivi a estimé que la cohésion sociale dans le Bwito est rétablie à 70%. En fait, cette affirmation est le résultat de l’observation du Comité Conjoint de Suivi, qui a sillonné les axes couverts par le projet dans le Bwito et Bashali et qui estime, en comparaison avec les périodes antérieures, que la situation a sensiblement évolué de manière positive. Mais l’on note encore une persistance de l’activisme des groupes armés dans la qui continue à alimenter le climat d’insécurité.

**Produit 2.2.1** – ***La confiance intra et inter communautaire est accrue***

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

L’accompagnement des jeunes leaders pour participer aux différents fora de pacification dans la zone a renforcé leur pouvoir d’action et permis la prise en compte de leurs préoccupations dans les discussions. Une bonne participation des jeunes est visible actuellement que aussi bien au sein des Cadres d’échange de Bashali et de Bwito, au sein des CITC ou même des NPRC. En outre, les jeunes échangent de plus en plus sur les questions de la cohésion sociale à travers des réseaux informels créés grâce au projet. Tous ces mécanismes contribuent à réduire les tensions et la méfiance entre les jeunes eux-mêmes d’abord et puis entre leurs communautés. A ce jour, projet a appuyé la mise en place de 17 fora de discussion permanents, à travers lesquels les jeunes regroupés en réseaux discutent entre eux de différentes thématiques concernant leur développement et essaient de réfléchir sur les solutions adaptées. Des modérateurs ont été choisis consensuellement pour faciliter et modérer les échanges dans ces fora. Au cours de cette phase du projet, 24 398 personnes (femmes et hommes) de différentes communautés ont participé à diverses activités conviviales incluant les compétitions sportives, les danses traditionnelles et les jeux de société (jeux de dame, mangura, monoply, scrabble, etc.) qui ont renforcé le rapprochement entre elles. Aucun incident n’a été enregistré ni pendant les rencontres, ni sur le chemin à l’aller comme au retour à la grande satisfaction de tout le monde. Les autorités locales ont décidé d’organiser elles-mêmes régulièrement ce genre d’activités car elles contribuent à la cohésion sociale. Il sied de noter qu’au cours de la dernière mission conjointe organisée par le Secrétariat Technique (SSU et STAREC) et les partenaires de mise en œuvre des projets, les communautés à Kikuku ont déclaré que les mariages interethniques ont repris et certains qui étaient déjà brisés à cause des conflits intercommunautaires ont été rétablis.

**Produit 2.2.2** – ***La volonté de vivre ensemble accrue au niveau des communautés***

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

Grâce à la contribution du projet, plus de 1 000 jeunes échangent quotidiennement des idées et messages sur la cohabitation pacifique et la consolidation de la paix à travers différents canaux (réunions, groupes créés sur les réseaux sociaux comme WhatsApp et Facebook). Chaque groupe a un ou deux modérateurs qui facilitent et orientent les discussions. Les capacités de 28 jeunes animateurs (16 jeunes hommes et 12 jeunes femmes) de ces fora ont été renforcées sur les questions de population, la résolution de conflits, la sexualité responsable, la lutte contre la toxicomanie, etc. Il faudrait noter que les membres et les dirigeants de la communauté participent régulièrement au suivi du projet et donnent leurs orientations quant à la conduite des activités. Cela renforce leur propre engagement et attire l’adhésion d’un plus grand nombre et par ricochet renforce leur volonté de travailler et vivre ensemble. Il y a des déclarations qui sont faites à diverses occasions et l’on observe aussi des changements dans les relations quotidiennes des membres de différentes communautés. Lors des échanges avec les communautés, nous avons noté une sorte de vision commune qui pousse les uns et les autres à réclamer et soutenir ce qui est bénéfique pour tout le monde.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation***Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*Malgré les avancées signalées ci-haut, l’activisme des groupes armés reste encore un des grands défis auquel le projet doit faire face dans la prochaine étape. En effet, malgré l’amélioration de la situation sécuritaire et la réduction des tensions, plusieurs groupes armés sont encore actifs dans la zone et constituent une menace pour le projet.En fait, beaucoup de groupes armés ont la main tendue pour démobilisation communautaire, ce qui pourrait constituer une grande avancée dans la zone si cela arrive à se concrétiser. Par contre, si la voie de sortie de ces groupes armés n’est pas concrétisée, les attaques pourraient s’accentuer dans la zone et constituer une menace sérieuse pour le projet.  Comme mesures de mitigation, les partenaires de mise en œuvre continuent à s’appuyer sur leurs structures locales qui peuvent permettre de maintenir le minimum de paquet d’activités sur terrain dans les situations critiques. Il y a lieu de signaler aussi la contre-performance du partenaire LUCODER relevée par le Comité Conjoint de Suivi, qui a conduit celui-ci à recommander le remplacement de ce partenaire par un autre plus efficient. Comme mesure de mitigation à cette situation, nous avons étendu la zone de couverture du partenaire Women of Africa (WOA) à l’axe Katsiru – Nyanzale – Kikuku pour améliorer les résultats sur cet axe. WOA travaillera avec l’ONG locale CODDHu qui œuvre depuis longtemps dans la zone et qui connaît bien le projet.Un autre défi est lié à l’opérationnalisation des centres des jeunes dans la zone. Initialement, le projet avait prévu de renforcer l’existant, mais au moment de la mise en œuvre, il s’est révélé un besoin important de construction de nouvelles infrastructures à Kitshanga et Kikuku. Comme mesure de mitigation, l’UNFPA a décidé de construire le centre des jeunes de Kitshanga avec d’autres fonds en dehors du projet. En outre, une mutualisation des efforts avec le consortium International Alert – Pole Institute est assurée car ce consortium a prévu des fonds pour l’appui aux centre des jeunes dans le cadre de la mise œuvre des recommandations de la Table Ronde de Bashali. |
| **Coordination** *Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.***Forces :** Le consortium a continué à se réunir régulièrement pour discuter des avancements et des défis dans la mise en œuvre du projet et adopter des mesures de mitigation. La présence d’un bureau de coordination à Kitshanga constitue une charnière pour les contacts avec les communautés et l’orientation des partenaires de mise en œuvre des activités sur le terrain. L’échange d’informations au sein du consortium et la collecte de données sont bien assurés. La coordination avec le Secrétariat Technique a également facilité l’échange d’informations stratégiques et l’amélioration de la collaboration avec d’autres acteurs sur le terrain. Il y a lieu de signaler également la coordination avec la Section DDR/MONUSCO qui a permis d’établir des créneaux de collaboration dans le cadre du programme CVR. Une collaboration existe également sur le terrain avec les acteurs du pilier Dialogue Démocratique pour faciliter et renforcer la participation des jeunes dans les différents mécanismes établis (CITC, NPRC).**Faiblesses :** Malgré l’engagement des parties prenantes, il est demeuré difficile de réunir le Comité de Pilotage, ce qui continue à priver le projet des orientations nécessaires pour sa mise en œuvre. Cette question sera portée au secrétariat technique pour la facilitation. **Mesures de Mitigation :** Le consortium a profité de la réunion du Comité Conjoint de Suivi organisée fin octobre et qui a pris l’allure d’un Comité de pilotage, pour présenter les avancées et discuter avec les autorités les questions stratégiques concernant la mise en œuvre du projet.  |
| **Encrage institutionnel***Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*Au niveau provincial, le ministre provincial en charge du Plan et celui en charge de la jeunesse suivent avec attention la mise en œuvre du projet et n’hésitent pas à donner des orientations à travers leurs services spécialisés ou directement lors des réunions soit du Comité Technique Conjoint (CTC), soit du Comité Conjoint de Suivi. Par exemple, le Ministère provincial du Plan n’a pas hésité d’écrire pour soutenir et demander la mise en œuvre certaines recommandations de la dernière mission du Comité Conjoint de Suivi.Au niveau local, les autorités administratives et coutumières sont fortement impliquées dans les activités et déclarent ouvertement que le projet rencontre leurs plans d’action. A titre d’exemple, le consortium travaille avec les autorités provinciales et locales pour la mise en place des centres des jeunes. Les autorités sont très engagées sur cette activité et veulent assurer la continuité après le projet. Mais elles sollicitent bien entendu un accompagnement. De son côté, en tant qu’agence lead sur les questions des jeunes, UNFPA est engagé à fournir un soutien minimum à ces centres des jeunes au-delà la du projet.  |
| **Questions de genre***Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*La budgétisation sensible au genre est respectée dans l’affectation des ressources du projet. La participation et le leadership des femmes sont pris en compte dans toutes les activités, depuis la planification jusqu’à la mise en œuvre. Un quota d’au moins 30% est réservé aux femmes et jeunes femmes dans la plupart des activités du projet. A titre d’exemple, l’on peut noter que pour les activités de réinsertion socioéconomique des jeunes, 40,32% sont des bénéficiaires sont des jeunes femmes. Dans le contexte actuel du projet, des progrès substantiels sont à signaler car à Kitshanga, par exemple, nous avons des exemples de femmes qui ont su convaincre leurs maris ou partenaires à quitter les groupes armés et venir les aider à faire fructifier le paquer reçu dans le cadre des AGRs. Dans les années passées, ceci ne serait pas facile à réaliser, compte du poids des coutumes et normes sociales. L’on note aussi que la participation des femmes aux AGRs et même le contrôle de ces AGRs par les femmes sont bien acceptés et encouragés par les communautés. Un autre exemple de Kitshanga est celui d’un poulailler collectif qui regroupe 30 membres (13 jeunes femmes et 17 hommes) et qui est présidé par une femme.Toutefois, le grand défi reste d’élargir la participation des femmes et leurs contrôles dans toutes les activités. |
| **Leçons apprises***Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*L’appui aux activités génératrices de revenus des jeunes est un véritable catalyseur de la cohésion sociale. Elle a permis aux communautés, dans toute la zone ciblée, d’apprécier le bien-fondé du projet et d’encourager la poursuite des activités. Cela ressort clairement des témoignages recueillis au cours de la mise en œuvre des activités et des missions de suivi sur terrain.La sécurité est un facteur majeur pour un meilleur suivi des activités. En effet, à cause de la volatilité de la situation sur l’axe Katsiru – Nyanzale – Kikuku, nous avons eu des difficultés, en tant qu’agence des Nations Unies, de pouvoir nous rendre régulièrement dans la zone sans escorte. Ceci explique en partie les contre-performances de l’ONG LUCODER. Le consortium n’a jamais pu se rendre à Pinga, à cause des difficultés d’accès physique et sécuritaire.Il faudrait reconnaître aussi que le retard dans la réalisation de l’étude du marché a conduit les partenaires à s’appuyer totalement sur les recommandations issues des ateliers d’identifications des AGRs et des groupements d’intérêt économique. Ce qui a fait que certaines activités soient choisies de manière un peu aléatoire. |
| **Histoires de succès***Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*« Grâce à mon AGR, je serai en mesure de faire vivre mon foyer honnêtement et par moi-même en vendant du carburant. J’ai invité mon mari à quitter son groupe armé et à rejoindre la vie civile, ainsi nous allons nous concentrer à faire en sorte que notre AGR grandisse encore et encore. Vous savez, son plus grand souci était comment il allait nourrir notre famille ». - **Jeune femme participant à une activité génératrice de revenus collective à Kitshanga.** « Ce travail a permis que nous nous connaissions entre nous, car avant ce projet je ne fréquentais que les jeunes de mon ethnie. Mais là, nous travaillons ensemble : Hutus, Hundes, Nyangas et Tutsis. Les 30$ que je percevrai me permettront de payer la scolarité de mes enfants, car je suis père de cinq enfants ». **Jeune bénéficiaire.**Je suis sorti du groupe armé APCLS dans lequel j’étais officier supérieur au grade de major et je suis ravi d’être maintenant occupé par mon activité qui est l’élevage de chèvres que j’ai reçues du projet. Je suis aussi content de participer à la gestion de notre moulin collectif en tant que conseiller. Mes amis qui sont encore dans la brousse ne cessent de me demander s’ils pourront aussi bénéficier d’une AGR s’ils se démobilisent. Vous savez, la vie de combattant ne sert absolument à rien, c’est une perte de temps. Ils sont prêts à enterrer la hache de guerre mais ne savent pas comment survivre dans la cité après leur démobilisation. Vraiment ISSSS doit aussi penser à eux ». **Ancien combattant du groupe armé APCLS** |

## Objectif Spécifique 3 - *Formulation de l’objectif*

*Voir indications fournies dans la section dédiée à l’objectif spécifique 1.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 3.1 – *Formulation du résultat*** | **Etat** |
|  | **x** |  |

## Objectif Spécifique 3 - *: Niveau VSBG réduit dans les zones prioritaires*

*Ici, décrivez les progrès obtenus dans cet objectif spécifique en utilisant les données qui renseignent ses indicateurs comme preuves (évidence). Utilisez aussi les informations sur les résultats et produits atteints si nécessaire/pertinent, les risques et les facteurs externes (ou toutes autres informations) qui ont eu ou peuvent avoir eu un effet sur cet objectif pour expliquer la contribution à l’atteinte ou la non atteinte de l’objectif (Max 200 mots). Prière d’utiliser des graphiques/tableaux ou tout autre outil de support pour expliquer les données. Exemple fournit pour le produit 1.1.1.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 3.1 – Prévalence réduite normes sociaux nocives qui contribuent à perpetrer les VSBG**  | **Etat** |
|  | **x** |  |

Tout changement de comportement commence par la prise de conscience des pratiques néfastes, la connaissance du nouveau comportement et les moyens exigés pour y arriver. 20 séances de sensibilisation des masses et 150 causeries éducatives ciblées aux différentes couches communautaires ont été organisées afin d’aider la population à prendre conscience de la nécessité de transformer certaines pratiques et normes favorables aux VSBG. Les rapports des partenaires de mise en œuvre ainsi que des missions de suivi révèlent que de plus en plus, les communautés locales connaissent et comprennent les droits des femmes, les violences basées sur le genre, et sont conscientes des mécanismes légaux et judiciaires en place pour leur protection. L’utilisation des leaders communautaires comme vecteurs de changement, en tant que méthode didactique repose sur le principe que les communautés concernées par le changement ont besoin d’occasions fréquentes de réagir à l’information (démontrer leur compréhension ou leur compétence) et de recevoir une rétroaction corrective immédiate, des conseils et des félicitations, au besoin. Cette approche augmente le nombre d’occasions pour les communautés de réagir au changement jusqu’à l’adoption effective du nouveau comportement. . Les outils de communications pour le changement de comportements en faveur de la prévention des VSBG à l’instar des boites à images, élaborés et testés lors des séances de sensibilisation et des causeries éducatives ont permis aux communautés d’identifier les problèmes des VSBG dans leurs milieux et d’en appréhender les conséquences, de réfléchir sur les stratégies de leur réduction ou éradication. Ces outils sont en cours de finalisation et constitues des acquis du programme « pamoja kwa amani na maendeleo ». En plus de la facilitation de l’appréhension de la problématique des VSBG, ces outils (calicots, affiches, T shirt, etc. avec logos de PBF et STAREC) ont également contribué à la visibilité du projet dans la zone autour de Kitshanga.

**Produit 3.1.1 – C*apacités des leaders communautaires dans la prévention des VSBG renforcées***

Le document du projet a prévu 5 séances de renforcement des capacités sur le genre, la CCC, les VSBG, la culture de la paix, etc. de 300 vecteurs de changement dont 120 femmes identifiés au sein des institutions de l’administration publique et traditionnelle capables d’influencer les attitudes et comportements des jeunes et 150 élèves. Ils doivent à leur tour sensibiliser 75.000 personnes dans leurs communautés (15.000 dont 40% des femmes par site). Les rapports annuels produits par les partenaires de mise en œuvre WOAI et ETN en Décembre 2018 rapportent que six séances de formations ont été réalisées. 313 leaders communautaires et 79 élèves formés prennent des initiatives pouvant induire le changement de comportements en vue de la prévention des VSBG dans leurs milieux en s’attaquant aux causes socioculturelles des VSBG.

 Cet écart se justifie par le fait que les orientations du projet partagés avec ces leaders au début du projet leur ont permis de comprendre, de s’approprier le projet et de s’impliquer effectivement dans la prévention des VSBG, la promotion du genre et de la culture de la paix dans leur milieu de vie. La lutte contre les VSBG et leur prévention n’est plus seulement l’apanage des ONGs, mais elles concernent toute la communauté des zones du projet.

.

**Produit 3.1.2 – *L'engagement des jeunes et des leaders communautaires dans la promotion du genre et de la culture de la paix sont accrue***

*Voir indications ci-dessus.*

Les rapports des partenaires renseignent que sur 360 leaders engagés comme vecteurs de changement, seulement 313 conduisent certaines initiatives de prévention des VSBG dans leurs communautés dont 20 séances de sensibilisations des jeunes, des femmes et des hommes sur la sexualité responsable, le rôle de la femme dans le processus de développement, leurs droits, la loi contre les VSBG en RDC ainsi que des causeries éducatives. Avec une moyenne de 13 causeries chacun et 17 personnes par causerie. Ces initiatives ont permis de toucher plus au moins 69.173 personnes dans la zone du projet. Cependant, pour atteindre sa cible de 75000 personnes sensibilisées, le projet prévoit le renforcement des capacités de prestataires des médias en vue de diffusion des émissions sensibles au genre et de communication des masses. Et également, le renforcement des capacités des enseignants ainsi que des élèves en vue de leur participation à la promotion du genre, de la culture de la paix en milieu scolaire. La pérennisation de ce projet implique la socialisation de la génération montante à travers l’éducation afin d’inculquer dès le plus jeune âge dans la vie quotidienne le respect de l’autre, les questions de genre, la lutte contre les VSBG, etc. notamment à travers leur cursus de formation

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**-Le temps restant pour la mise en œuvre du projet vu que la problématique du changement intentionnel de comportement exige le temps. Un comportement nouvellement fixé ne peut être maintenu ou mesuré en une année et demie.. D’où le besoin de mobiliser des frais additionnels en vue de la continuation du présent objectif spécifique pour mieux consolider ses acquis.- Le changement des acteurs des ministères impliqués dans la dynamique dès le début du projet exige du temps pour comprendre la dynamique et le dispositif mis en place dans le cadre du présent projet. D’où le risque de ralentissement de la dynamique à la fin du projet.**Mesures de mitigation** :Premièrement, un dispositif du transfert des compétences au service genre de Masisi et du STAREC provincial est mis en place en vue d’assurer le coaching des vecteurs de changement et la pérennisation des acquis en cas de non extension avec coût et le briefing des ministères impliqués en cas de changement de leurs acteurs. Deuxièmement, plaidoyers auprès de bailleurs en vue d’une extension avec coût afin de consolider les résultats atteints par ce projet et les étendre dans périphéries des sites du projet. |
| **Coordination** **Faiblesse****Faible implication des ministères nationaux concernés par le programme conjoint.**Afin d’assurer une appropriation nationale des objectifs, résultats et activités, et de fournir des directives stratégiques et opérationnelles au programme conjoint, un Comité de Pilotage devrait être effectif. Ses membres devraient se réunir une fois par an en session ordinaire qui consistera à  passer en revue le plan de travail annuel conjoint et les résultats accomplis ; décider des ajustements et/ou modifications nécessaires du plan de travail annuel conjoint ; assurer la résolution de problèmes au niveau central pouvant entraver la bonne exécution du programme ; stimuler le développement de partenariats institutionnels avec d’autres institutions étatiques ; valider les rapports annuels narratif et financier afin de garantir un contrôle qualité final.**Forces**Réunions régulières pour discuter sur les progrès et défis dans la mise en œuvre du projet ainsi que des mesures de mitigation. Les réunions de coordination mensuelles avec le Secrétariat Technique et les missions conjointes de suivi sur terrain. La politique de redevabilité consistant à impliquer et rendre des comptes à la partie gouvernementale et les bénéficiaires à tous les niveaux de la mise en œuvre facilite la bonne exécution des activités sur le terrain à la satisfaction des bénéficiaires.  |
| **Encrage institutionnel**Au niveau provincial, le ministère ayant le genre dans ses attributions s’implique dans le suivi de la mise en œuvre du programme. Lors des réunions du CTC il donne des orientations pour une meilleure réponse à la problématique du genre dans la communauté. Au niveau local, les autorités administratives et coutumières sont impliquées dans les activités et celles-ci déclarent que la CCC ainsi que la mobilisation communautaire comme approches utilisées pour la prévention des VSBG seraient une stratégie efficace. Il est prévu l’implication du service genre et du STAREC dans les activités du premier semestre de 2019 en vue du transfert de compétence en matière de la CCC en vue de la prévention des VSBG. Cette approche de l’UNESCO pose les éléments d’une durabilité des interventions surtout qu’avec ce mode d’intervention, les institutions étatiques et non étatiques partenaires de l’UNESCO sont responsabilisées dans la mise en œuvre, ce qui les prédispose à poursuivre les actions même à la fin des projets |
| **Questions de genre**L’approche utilisée par cet objectif est transformative. Le but est d’aborder les différences du genre et créer les conditions où les hommes et les femmes peuvent expérimenter des nouveaux comportements afin d’établir des rôles et des relations plus équitables. Pour ce faire des besoins/intérêts des femmes et des filles sans négliger ceux des hommes et des garçons ont été prise en compte dans toutes les interventions afin de réduire les violences découlant non seulement de la perception de la femme mais également du traitement inégal des filles/femmes et des garçons/hommes dans la communauté. En reconnaissant le rôle que les hommes jouent dans la violence résultant de leur socialisation le focus était plus mis sur les activités de prévention centrées sur eux afin de les impliquer plus dans la prévention des VSBG. Les conditions et le mode de vie de la femme s’améliorent. La prise en compte du genre a donc été effective tant au niveau du choix des acteurs de mise en œuvre qu’au niveau des bénéficiaires. Ainsi, les activités de l’objectif spécifique 3 sont 100% sensibles au genre vu qu’elles contribuent toutes à l’amélioration des rapports de genre dans le site du projet.  |
| **Leçons apprises*** La communication doit se faire dans une approche participative, impliquant la communauté, pour que l’information puisse atteindre toutes les couches de la population ;
* La communication faite par les autorités locales est efficace car celles-ci recourent aux us et coutumes des milieux pour véhiculer le message ;
* Les actions de CCC bien orientées suscitent plus d’intérêt de la part des hommes ;
* La compréhension de la notion de genre et son intégration dans les communautés exigent que les formations soient conçues pour induire des changements chez des personnes influentes et crédibles (hommes et femmes) capables de véhiculer des valeurs égalitaires à travers leurs comportements ;
* L’engagement de la partie nationale dans le Programme facilite la mise en œuvre des activités et garantit l’atteinte des résultats.
* L’approche de changement de comportement en vue de la prévention des VSBG exige plus de temps (5ans minimum) en parallèle de l’approche communication, Information et Education (IEC). Pour plus d’efficacité, si elle est utilisée dans un délai réduit, ces deux approches doivent être utilisées concomitamment.
 |
| **Histoires de succès*** BALUME KAMUNDU Olivier, j’ai 24 ans révolus, ancien colonel du groupe armé APCLS. Je suis marié. je n’avais aucune considération pour la femme. Je ne respectais même pas ma propre mère. Je fais kidnapper plus d’une fille pour le plaisir sexuel de mes hommes. Démobilisé, j’ai participé aux formations sur les VSBG, j’ai compris que les femmes ont aussi droit à la dignité comme tout le monde. Je regrette vraiment mon passé. Aujourd’hui, j’ai une autre perception de la femme et ma relation avec ma femme considérée jadis comme un objet sexuel, est amélioré. j’ai résolu d’aimer, de respecter et de protéger toute femme. J’invite tous les hommes à faire autant.
* Laurent, membre du cadre. Avant je pensais que ma femme était bonne à rien. Raison pour laquelle je lui laissais la charge des travaux ménagers. Hier, quand je suis arrivé à la maison après la formation sur le genre, j’ai résolu de l’aider dans la cuisine. J’ai réalisé que faire la cuisine est une tâche noble qui demande le temps, l’énergie, etc. En aidant ma femme j’ai pu ressentir sa joie, le bonheur de mes enfants et cela m’a rendu heureux de voir ma famille heureuse.
 |

# PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT

|  |
| --- |
| **2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d’impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?***Max 300 mots****OS1 : Impacts***Grace aux produits vivriers récoltées dans les concessions exploitées par métayage, les bénéficiaires accèdent aux produits manufacturés après la vente de leurs vivres. Les bénéficiaires trouvent aussi des fonds pour subvenir à leurs besoins fondamentaux : santé, éducation etc…L’implication des officiels tels que le ministère des affaires foncières et l’administration foncière lors de la résolution crée un climat de confiance entre l’Etat et les partenaires de mise en œuvre des activités du projet et facilite la résolution des différents problèmes par les autorités politiques à tous les niveaux.La promotion des mécanismes alternatifs de résolution pacifiques de conflits fonciers a permis aux personnes affectées par les conflits fonciers de recourir aux structures de médiation appuyées pour une voie pacifique et cela à prévenue les violences liées au foncier. ***OS2 : Impacts***Les activités génératrices de revenus en faveur des jeunes et les activités conviviales organisées dans le cadre du projet ont eu un impact important sur la cohabitation entre les communautés et l’activisme des groupes armés. En effet, lors de la dernière mission conjointe effectuée par le Secrétariat Technique et les partenaires de mise en œuvre au mois de décembre 2018, les communautés et les leaders (coutumiers, administratifs, policiers, société civile) à Kitshanga, Nyanzale, Kikuku et Bwalanda ont déclaré que « Grâce au projet, les groupes armés sont devenus comme des lions sans dents et que les communautés ont repris les contacts mutuels basés sur la confiance ». L’on note ainsi que la cohésion sociale a été renforcée et la situation sécuritaire s’améliore peu à peu grâce aux activités conviviales et aux AGR soutenues par le projet. L’on note également de plus en plus de pression des jeunes actifs dans les groupes armés pour l’auto-démobilisation afin de bénéficier des appuis du projet.**OS3 : Impacts**Les leaders communautaires identifiés au sein des institutions qui influencent les attitudes et les comportements dans la communauté (Famille, églises, écoles et Universités, Administration publique et traditionnelle, armée, police, associations de jeunes, associations féminines,…) des zones ciblées adoptent des comportements en faveur de la prévention et de la dénonciation des VSBG. Entant que modèle d’une vie sensible au genre, ils véhiculent également des valeurs respectueuses de l’intégrité physique et morale des femmes et des jeunes filles. L'information et la formation des leaders communautaires ont permis leur implication active dans la sensibilisation des communautés en vue de la transformation des pratiques et des normes sociales négatives favorisant les VSBG. Il sied de noter que les écoles sensibilisées intègrent de plus en plus la dimension genre dans les enseignements et les pratiques scolaires pour une socialisation basée sur le genre de la génération montante. Ainsi, elles inculquent dès le plus jeune âge dans la vie quotidienne de jeunes d’aujourd’hui et acteurs de développement de demain, le respect de l’autre, les questions de genre, la lutte contre les VS, les Droits de l’Homme, la culture de la paix, la justice et les droits de la femme et de l’enfant, notamment à travers leur cursus de formation. Ces activités particulièrement celles de CCC contribuent à l’information des communautés pour leur prise de conscience sur la nécessité de modifier certaines normes socioculturelles favorisant les VSBG, l’avilissement du statut de la femme et le manque de la culture de la paix. Le progrès atteint en matière de changement de comportement pousse les parties prenantes ou non au projet à réfléchir sur la nécessité de la priorisation et la multiplication des interventions en faveur de la prévention des VSBG et de la culture de la paix pour une stabilisation durable de la zone autour de Kitshanga. |

|  |
| --- |
| **2.***2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu’à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d’influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?**Max 300 mots****OS1****Avant la mise en œuvre des activités du projet, un problème d’accès à la terre se posait avait une grande ampleur, mais avec les négociations et plaidoyer auprès des concessionnaires pour faciliter l’accès à la terre aux populations et anciens ouvriers dans les concessions, les violences visant l’envahissement des concessions ont diminué, mais aussi les tueries des vaches des concessionnaires par les populations.**OS2 :*Au cours des dernières missions de suivi organisées en août, en octobre et en décembre 2018 par différentes parties prenantes, il a été constaté une amélioration nette de la cohésion sociale et du climat sécuritaire, malgré la persistance de l’activisme des groupes armés. A Kitshanga par exemple, les communautés ont indiqué qu’elles étaient satisfaites de la manière dont le projet est réalisé et beaucoup ont déclaré qu’il y avait une réduction notable de la criminalité et une amélioration de la sécurité dans la cité de Kitshanga. Tout ceci démontre clairement que le projet est en train d’influencer positivement les dynamiques de conflits dans la zone en contribuant à la réduction des tensions intercommunautaires et de l’insécurité.**OS3 :**La zone autour de Kisthanga est une zone de conflit à répétition. Dans ce contexte les femmes sont d’un côté, l’objet d’exactions ciblées, notamment des violences sexuelles sous toutes ses formes commises par aussi bien les civils que les différents groupes armés et les hommes en uniforme. La perception erronée de la femme est l’un des facteurs justifiants ces pratiques. De l’autre côté, elles sont principales responsables de la génération montante. A travers la socialisation, elles communiquent ses stress, ses angoisses, etc. en prédisposant ainsi ses éduqués à devenir auteurs des VSBG.La prise de conscience sur la nécessité de modifier certaines normes socioculturelles favorisant les VSBG, l’avilissement du statut de la femme et le manque de la culture de la paix par les communautés, constitue le premier pas vers l’amélioration du statut et des conditions de vie de la femme et la prise en compte du genre dans les projets de stabilisation et/ou de développement. Et offre à la population de la zone autour de Kitshanga la possibilité de réduire sensiblement l’incidence des VSBG dans leur quotidien pouvant alimenter la dynamique des conflits dans la zone et de promouvoir le renforcement de confiance entre peuples. |

# PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.*

*Le premier onglet reprend le budget détaillé de l’ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.*

*Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

*Par exemple: si il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu’un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.*

*Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des catégories GMS et à fin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.*

*Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.*

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

|  |
| --- |
| **Etat** |
|  | **X** |  |

*En cochant la case dans le tableau à coté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge mois de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues:*

|  |
| --- |
| **Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement** *(max 150 mots).*Lancé en Juillet 2017, le projet devrait prendre fin en Juillet 2019. Actuellement, le taux de réalisation des activités est faible par rapport à la période qui reste pour la mise en œuvre (Juillet 2019) à cause du retard avec lequel on avait commencé le projet (la mise en œuvre a commencé effectivement en Janvier 2018). Comme nous avons encore les fonds pour les activités, nous sollicitons une extension sans cout de la mise en œuvre de ce projet jusqu’en Décembre 2019 en fin de réaliser toutes les activités restantes avec les fonds alloués à la deuxième année.Notons cependant qu’il est possible que l’objectif spécifique trois termine l’exécution ses activités dans le délais (Juin 2019) étant donné que son enveloppe ne représentait que le 15% du budget total. |

* 1. **Progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit[[4]](#footnote-4).**

*Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.*

* 1. **Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

|  |
| --- |
| *Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (max 300 mots):*L’appui apporté par le secrétariat technique dans le suivi et évaluation des activités, a contribué à la mise en œuvre des activités du projet en termes de conseils et recommandations. Il en est de même pour les membres du comité technique conjoint qui ont apporté leur contribution dans la mise en œuvre en termes de suivi et conseils à l’issue de leurs missions de suivi.Néanmoins, il a été observé des failles dans la mise en œuvre pour le partenaire LUCODER qui n’a pas bien réalisé les activités sur l’axe Katsiru-Nyanzale pour l’objectif spécifique 2.Pour ce faire, le rapport de mission des membres du comité technique conjoint avait recommandé que les activités de LUCODER soient réalisées par les partenaires WOA et CODDHU au sein du consortium pour éviter le délai de recruter un nouveau partenaire qui ne connait pas la logique du projet et pour gagner le temps dans la mise en œuvre des activités.La coordination du projet a salué aussi la visite de suivi des activités du projet organisée en novembre 2018 par les représentants du Royaume des Pays Bas et de la Coopération britannique. Cette visite leur a permis de s’imprégner des résultats du projet, mais aussi le contexte de la mise en œuvre et les défis y afférents.  |

# PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

**Fiche d’évaluation du rapport**

*A compléter par le Secrétariat Technique*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OS** | **Critères d’évaluation** | **Evaluation et recommandations** | **Note** |
| **PARTIE 1 – LES PROGRES** |
| 1 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi dès données collectées  | Quelques recommandations et commentaires fournis par le ST et la cellule de S&E de l’UAS pour mieux expliquer et supporter les progrès n’ont pas été pris en compte dans le rapport. Par ailleurs, le changement expliqué n’est pas suffisamment appuyé par des évidences probantes.  | 1,5 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | En occasions, il n’y a pas de donnés sur les indicateurs ou ils sont incomplets. Pour le premier résultat et le premier produit les donnes sont acceptables, mais pour les autres résultats et produits la pertinence et la qualité des donnés n’est pas satisfaisant. En plus, il y a des données numériques sans une analyse du changement apporté ou du progrès. Par conséquent, les données n'ont pas toujours été utilisées pour présenter une compréhension claire.  | 1,5 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Comme la phase de démarrage n’était pas calcule dans la planification du projet, le projet a un retard significatif. En conséquence, la mise en œuvre des activités est toujours en retard ce qui conduirait à la demande d’une extension sans coût.  | 2 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d’une façon claire et pertinente  | Les éléments contextuels ont été bien décris dans le rapport. Cependant, la coordination avec des autres partenaires sur le terrain n’était pas suffisamment reflété.Quelque défis mentionnés ne sont pas justifiables (au cas de la insécurité, par exemple, où les partenaires locales peuvent fournir de soutien).  | 2 |
| 2 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi dès données collectées  | La plupart des recommandations et commentaires fournis par le ST et la cellule de S&E pour mieux expliquer et supporter les progrès n’ont pas été pris en compte dans le rapport. Ils utilisent des témoignages et affirmations gratuites sur le changement et l’impact de quelques activités sans preuves. Il n’a pas de données concrètes pour mesurer le lien entre l’impact du projet dans l’amélioration de la cohésion sociale et du climat sécuritaire.  | 1 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Pour le premier résultat et produits les données sont acceptables, mais pour les autres résultats / produits la pertinence et la qualité des donnés n’est pas satisfaisant. En occasions, il n’y a pas de donnés sur les indicateurs ou ces sont incomplètes.  | 1,5 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Comme la phase de démarrage n’était pas calculé dans la planification du projet le projet a un retard significatif. Pour cet objectif, le retard a été augmenté encore :- L’étude de marché a été fait presqu’à la fin du projet alors qu’il été prévu au début pour informer les choix des AGRs.- Il y a un grand délai dans la mise en place des AGRs et dans la construction des centres des jeunes à Kitshanga et Kikuku. Ces retards ne sont pas présentés de façon claire et concrète dans le rapport.  | 1 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d’une façon claire et pertinente  | Les éléments contextuels ont été bien décris dans le rapport. Mais les lésons appris ne sont pas suffisamment claires et pertinentes. Les histoires de succès devraient montrer le contexte avant le projet et l’impact pendant / après le projet sur la vie du bénéficiaire.  | 2 |
| 3 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi dès données collectées  | Les progrès de cet objectif a été décrit d’une manière pertinente. Par contre, la connexion entre les activités et l’impact n’est pas suffisamment expliqué.  | 2 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Le rapport fournit des données quantitatives et qualitatives pertinentes. Cependant, quelques recommandations et commentaires fournis par le ST et la cellule de S&E d’UAS relatifs à la présentation des donnes n’ont pas été pris en compte dans le rapport. En occasions, il n’y a pas de donnés sur les indicateurs ou ces sont incomplètes (# des institutions d’enseignement). Quelques chiffres dans le cadre logique semblent peu réalistes (# de personnes sensibilises sur le genre).  | 2 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Il y a un petit retard dans les activités.  | 2 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d’une façon claire et pertinente  | Les éléments contextuels et transversaux ont été bien décrits. Toutefois, les mesures de mitigation au défi par rapport à la consolidation des résultats sont assez faibles. Il s’agit simplement d’avoir plus de fonds pour continuer le projet. La coordination entre les activités transversales du projet et l’UNESCO semble être faible et n’ont pas été mentionnés. L’implication des services genre et le STAREC devrait avoir commencer depuis le début de projet.  | 2 |
| **PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT** |
| 1 | Les changements au niveau d’impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | Le rapport n'a pas clairement fait état de progrès importants par rapport aux résultats. Par conséquent, il est difficile de noter la progression logique de l'impact parce qu'il n'y a pas suffisamment de preuves présentées dans le rapport ci-dessus.  | 1 |
| 2 | Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | Il y a peu de référence sur la dynamique du conflit qui est abordée par les actions que nous avons menées dans le rapport. Les résultats ne sont pas clairement communiqués dans le récit. Par conséquent, il est difficile de comprendre quel impact perçu existe.  | 1 |
|  |  |  |  |
| **PARTIE 3 : ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION** |
| 1. | Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l’atteinte des produits/résultats escomptés | Les dépenses sont fournies par an ; les dépenses pour le budget total sont absentes du budget détaillé. Beaucoup de lignes budgétaires n’ont aucune explication narrative ; par exemple, UNFPA explique seulement les sous-dépenses, mais ne fournit aucune explication sur les autres lignes budgétaires, ce qui nous aiderait à comprendre si les dépenses sont en corrélation avec les résultats. UNESCO ne fournit aucune explication narrative. Le budget sensible en genre prévu et les dépenses ne sont pas clairement distingués ni expliqués.  | 1 |
| 2. | Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget | Beaucoup de lignes budgétaires n’ont aucune explication narrative ; par exemple les sous-dépenses restent non expliquées dans le cas d’UNHABITAT et UNESCO ne donne aucune explication narrative. Le budget genre n’a aucune explication narrative.Explications fournies pour la première année en dernière colonne du budget (c’est mal organisée). | 1 |
| 3. | Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche. | Oui effectivement, mais avec un retard (le programme est déjà dans la deuxième année de mise en œuvre)  | 1.5 |
| **NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT** |  |
| **Commentaires généraux**L’avancement du projet surtout dans les résultats 1 et 2 a un grand retard, ce qui demande une extension sans coût pour finir les activités pertinentes. Dans le rapport on trouve des généralisations sur l’impact que ne peuvent pas être attribues au projet sans preuves / évidences suffisantes. Concernant le narratif, quelques commentaires et recommandations du ST n’ont pas été prises en compte.Concernant l’aspect financier, les révisions ne répondaient pas à tous les commentaires du secrétariat technique (on leur avait demandé de répondre aux éléments en surbrillance en rouge). Les dépenses liées au genre ne sont pas bien suivies et expliquées. Les explications narratives sont incomplètes. Il sera important de donner des explications sur les dépenses, et des explications spécifiques sur les dépenses liées en genre, ainsi que de fournir le total de dépenses budgétaires dans le budget détaillé et le % par ligne budgétaire. |

# ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d’annexer le file Excel)

|  |
| --- |
| **Notes sur le cadre logique (si nécessaire).** *A compléter par le partenaire.**Nous avons intégré 3 indicateurs dans le cadre logique parce que ces indicateurs découlent de la modification du produit 1 et 2 de l’OBS1 du projet et adopté par le CAP depuis Mars 2018.*1. Indicateur 1.1.1.c Nb de séances de plaidoyer tenues auprès des concessionnaires ;
2. Indicateur 1.1.1.d Nb des conventions collectives agricoles signées pour l'utilisation des terres ;
3. Indicateur 1.1.1.e Nb des d'hommes, femmes, jeunes filles et jeunes garçons qui accèdent à la terre grâce au plaidoyer auprès des concessionnaires
 |

1. Déclaration d’un leader communautaire à Kikuku lors de la réunion avec la mission conjointe de suivi, le [↑](#footnote-ref-1)
2. Programme STAREC ; Rapport de la mission de suivi des activités du consortium UNHABITAT, UNFPA et UNESCO ; octobre 2018. [↑](#footnote-ref-2)
3. SSU Monthly Field Update - [July/August] [↑](#footnote-ref-3)
4. Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l’Agent Administratif. [↑](#footnote-ref-4)